

La paix toujours à défendre

L'année 1996 n'a guère été bonne pour la paix au Proche-Orient : dès janvier, sanglantes attaques-suicides en Israël ; au printemps, une opération israélienne au Liban-sud qui s'achève sur un odieux massacre à Cana ; et, pour couronner le tout, le 29 mai, élection d'une majorité Likoud à la Knesset et d'un Premier ministre qui ne fait guère secret de sa volonté de poursuivre la colonisation en Cisjordanie, d'empêcher l'émergence d'un État palestinien, de garder le Golan et d'enterrer, ce faisant, le principe sur lequel tout le processus avait été construit dès la conférence de Madrid, à savoir « les territoires contre la paix ».

Depuis, rien n'est venu corriger l'impression d'une panne totale du processus : ni les rencontres Netanyahu-Arafat, ni les déplacements du Premier ministre israélien au Caire et à Amman, ni les gesticulations d'un Bill Clinton plus soucieux de sa réélection que de paix au Levant.

Restait à déterminer l'importance du tournant israélien. Certains (dont Hussein de Jordanie et l'Égyptien Moubarak) avaient au départ favorisé une lecture seraine : ils ne pouvaient croire à un arrêt brutal du processus de paix et pariaient donc sur « l'opportunisme » supposé du nouveau Premier ministre israélien. Ce qui l'amènerait tôt ou tard sur les positions auxquelles Rabin, Peres et une bonne partie de l'élite politique israélien-

ne étaient parvenus. A savoir que l'intérêt bien compris d'Israël était dans une paix aussi rapide que possible avec ses voisins et dans une reconnaissance des droits palestiniens.

Mais les mieux intentionnés à son égard devaient rapidement déchanter face à la cascade de ses provocations : ouverture d'un tunnel contesté à Jérusalem, allocation d'importants crédits à la colonisation, refus obstiné d'appliquer les accords déjà signés sur Hébron et, même, projet de prospection pétrolière sur les hauteurs du Golan, où le bruit de bottes devenait constant.

Une seconde lecture du tournant pris par Israël s'est alors imposée où Netanyahu était perçu comme un idéologue déterminé, qui sait ce qu'il fait et fait ce qu'il veut et qui, de surcroît, est étroitement surveillé par une majorité parlementaire qui partage largement ses positions, quand elle ne va plus loin. Le nouveau Premier ministre n'avait-il pas un mandat clair, accordé par 55,5 % des électeurs juifs, celui de décélérer le processus ? Netanyahu a naturellement interprété ce mandat dans le sens d'un retour au projet de « Grand Israël », qui, au mieux, accorderait un misérable Bantoustan aux deux millions d'Arabes de Cisjordanie et Gaza et garderait sous souveraineté israélienne les territoires occupés en 1967.

Le camp de la paix en Israël est affligé par ce tournant, mais il est lui-même paralysé par son propre discours sécuritaire et ses divisions. Parmi les Arabes, les dirigeants acquis à la paix (dont Arafat) ont pu absorber le premier choc mais se trouvent bien désemparés face à la satisfaction des pays (comme l'Iran) et des milieux (notamment l'islamiste) qui voient dans l'arrivée de Netanyahu au pouvoir et dans la panne peut-être fatale de la négociation une revanche divine sur leurs adversaires modérés.

Et c'est bien ce qui inquiète les Occidentaux, à commencer par Clinton et Chirac (qui s'est déplacé deux fois dans la zone cette année, martelant son intérêt autant que son inquiétude) qui reconnaissent qu'Israël a les moyens de bloquer la négociation. Mais aussi qu'un arrêt durable du processus constitue une menace sérieuse pour leurs intérêts, non seulement à Ramallah et à Tel-Aviv, mais bien au-delà, jusqu'aux déserts arabiques, aux montagnes du Kurdistan et à la plaine de la Mitidja. Refaire du conflit israélo-arabe un point de cristallisation entre islam et Occident est en effet la dernière chose à laquelle les Occidentaux auraient intérêt.

Ghassan SALAMÉ.

(directeur de recherche au CNRS, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris).